

Pour une nouvelle programmation étiquetée

Le gouvernement a annoncé son intention de mettre en chantier au plus tôt un projet de loi de programmation militaire, qui sera présenté dès la session d'automne au Parlement sans passer par l'étape intermédiaire d'un nouveau Livre Blanc. Le budget 2003 devra marquer " la ferme volonté de doter la France des moyens lui permettant d'assumer ses responsabilités en Europe et dans le monde ".

La réflexion qui s'engage, et l'autonomie d'action dont dispose aujourd'hui le gouvernement, représentent une occasion exceptionnelle pour faire de cette réflexion un exercice d'audace – et de sagesse à la fois – en l'inscrivant d'emblée dans un contexte européen. Cette future Loi de Programmation pourrait confirmer et relancer les choix européens antérieurs.

Depuis qu'elle a activement participé au lancement de la " Lettre d'intention " (LOI), la France a contribué à pousser les industries du secteur de la défense dans un mouvement de restructuration et de regroupement pour lequel les industries américaines avaient pris une large avance. Aujourd'hui cet effort semble s'essouffler au niveau de l'ensemble des gouvernements européens ; les problématiques de l'armement (processus d'acquisition, commandes, R&T) restent encore principalement nationales.

Le temps est venu pour la France de reprendre l'initiative dans ce domaine.

Si les attaques terroristes d 11 septembre 2001 ont créé un bouleversement international, le paysage stratégique est globalement le même que celui déjà décrit par le Livre blanc de 1996, qui tirait les conclusions de l'effondrement du bloc soviétique et de la disparition de la menace conventionnelle du Pacte de Varsovie.

La dimension européenne est aujourd'hui beaucoup plus critique qu'en 1996, parce que les industries américaines ont mené à bien un processus de concentration élargie rendant plus aiguë la concurrence, y compris et d'abord sur le marché européen, et d'autre part parce que la crise conjoncturelle de la construction aéronautique, s'ajoutant à la baisse structurelle des budgets de défense dans les pays européens, rend illusoire de recourir à des solutions purement nationales, quel que soit le secteur envisagé. **L'Europe seule permet d'atteindre la taille critique pour les investissements les plus onéreux.**

En inaugurant le 17 juin dernier le Salon EuroSatory, le nouveau ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, a clairement évoqué " la reprise d'un effort national, souhaité par le Président de la République, en rupture avec l'évolution de ces dernières années ".

(Suite page 2)

Galileo, une décision pertinente

Fin mars 2002, les ministres des transports des Quinze ont décidé, à l'unanimité, de lancer le projet Galileo. En quoi ce système civil de navigation et de localisation par satellite peut-il intéresser les adhérents d'EuroDefense ? Il s'agit d'un grand projet européen qui va fédérer les énergies, avec la mise sur pied d'une importante entreprise commune. Surtout, Galileo assurera à l'Europe capacité technologique et maîtrise de la connaissance.

Hier, grâce à Ariane, grand programme et succès européen, l'Europe avait acquis une autonomie d'accès à l'espace, domaine relativement neuf où il n'existe pas de rivalités entre les pays de l'UE.

Avec Galileo, notre continent exploitera les nombreuses potentialités qu'il offre. Cet ensemble de satellites va permettre de pourvoir aux besoins croissants de services pour le transport et les communications. Enfin, il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt, ce projet civil sera un moyen capital pour la défense européenne. Nous savons que « Spot », autre grand programme et succès civil, a eu, en raison de la qualité de ses photos, un rôle certain au cours des derniers conflits (Golfe, Balkans, Afghanistan). De même le GPS, système américain analogue au Galileo, est géré conjointement par le Pentagone et le ministère des transports.

L'espace est un enjeu de souveraineté et de puissance. Au cours des deux dernières décennies, les possibilités se sont multipliées : moyens de communication, d'observation, de navigation... D'autres seront explorées. Lancer Galileo est une décision stratégique cohérente et pertinente des Européens, dont nous nous réjouissons. Bravo l'Europe !

EuroDefense accueille les Jeunes Européens

Pour une programmation étiquetée...

EuroDéfense-France a apprécié que notre ministre ait d'emblée placé cette reprise dans son contexte européen, estimant que notre pays devait " retrouver son rôle moteur dans la construction de l'Europe de la Défense ".

La loi de Programmation devrait assurer le repositionnement de la France au sein de l'Europe. Les associations EuroDefense, présentes dans dix pays de l'Union Européenne et qui ont pour vocation de tisser entre Européens du monde politique, diplomatique, militaire et industriel, des liens de coopération et de compréhension sur la problématique commune de défense, ont effectué un travail de comparaison des efforts de défense dans les principaux pays européens. Ce travail a permis de mettre en lumière non seulement le fantastique décrochage caractérisé par un rapport trois dans les dépenses de défense *per capita* (1065 euros 2001 vs 363), entre l'Europe et les Etats-Unis, mais plus particulièrement il a mis l'accent, en ce qui nous concerne sur le décalage inquiétant entre deux pays affichant des ambitions stratégiques voisines : la France et la Grande Bretagne. Le Royaume-Uni fait depuis plusieurs années, en matière de préparation de l'avenir, un effort de 1,7 fois plus important que celui consenti par la France. Il ne faudrait pas voir perdurer ce relâchement relatif sur les investissements en Recherche et technologie (R&T) qui obérerait l'avenir de la capacité de notre industrie à satisfaire les besoins de notre appareil de défense et se trouverait en contradiction avec notre volonté de jouer le rôle de Nation-Cadre pour les opérations militaires collectives et notre souci affiché de conserver les moyens d'agir seuls si nécessaire.

Enfin cette nouvelle Loi de Programmation devrait fournir l'occasion d'une reprise des multiples initiatives lancées conjointement avec certains de nos partenaires. La Présidence belge de l'Union Européenne avait lancé en 2001 les travaux sur le " Livre Blanc Européen sur la défense ". Les premières réflexions sont menées par l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne ; sur ce sujet la France devrait apporter une contribution solennelle en prélude au sommet de Prague de novembre 2002.

Nous pensons qu'il est urgent de placer l'ensemble de la réflexion pour la nouvelle loi de programmation dans son contexte européen et pour cela " étiqueter " chaque ligne budgétaire du pourcentage de sa contribution à la défense européenne. Il serait absurde, et vain, compte tenu des moyens que la France pourra encore consacrer à la Défense, d'arbitrer seulement entre de grands programmes strictement nationaux. **Au travers d'une Loi de Programmation européanisée, la France inviterait ses partenaires à une présentation similaire amorcée d'une coordination des différents budgets de défense des pays de l'Union.** Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la crédibilité de nos forces armées aujourd'hui, appelées de plus en plus à opérer dans un contexte multinational, européen ou otanien, qui nécessite à la fois interopérabilité et communalité d'équipements, mais au-delà, c'est le devenir de notre appareil de défense ; un arbitrage intelligent et volontariste s'impose entre les besoins immédiats et la préparation de l'avenir : celui-ci doit viser comme priorité le maintien de capacités technologiques et industrielles, et passe en tout premier lieu par un niveau suffisant de recherche amont pour que, demain, notre pays et l'Europe toute entière puissent disposer de leur propre industrie d'armement et rester maîtres de leur outil de défense.

Emile Blanc

Hommage français au Comité militaire UE

Le ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, a remis le 9 juillet les insignes de Commandeur de la Légion d'Honneur au général Hägglund, président du Comité militaire de l'Union Européenne.

« Vous connaissez toute l'importance que la France accorde au développement de la PESD », lui a-t-elle dit.

« Ce nouvel outil, déclaré opérationnel à Laeken, était nécessaire à l'UE pour lui permettre de prendre ses responsabilités dans les situations de crise, afin de défendre ses intérêts et les valeurs auxquelles elle est attachée. L'efficacité de la PESD dépend avant tout de la résolution des Etats Membres à agir ensemble par engagement politique.

C'est pourquoi la France est très attachée à ce que le caractère intergouvernemental de la démarche reste fortement inscrit aussi bien dans la construction de l'outil que dans son emploi futur. De ce point de vue, le Comité militaire de l'UE est un organe essentiel de la PESD. Nous attachons un prix particulier au rôle central qui lui revient dans tous les aspects militaires liés au contrôle politique et à la direction stratégique des opérations de gestion de crise.

La façon dont le Comité militaire a traité les premières questions d'ordre opérationnel qui lui ont été soumises, et la manière avec laquelle vous avez conduit l'exercice CME 02, nous ont conforté dans le sentiment que le Comité militaire a effectivement trouvé sa place et la mesure de son rôle au sein des structures de la PESD (...).

Pour ce travail d'écoute et d'autorité, la France a souhaité vous remercier ».

EuroSatory 2002 : actualité de l'Europe de la défense

Marqué cette année par la visite de Javier Solana, secrétaire général du Conseil de l'UE et Haut représentant pour la PESC, le salon des armements terrestres EuroSatory '02 avait plus encore que précédemment un aspect européen : 73% des 545 exposants étrangers (sur 827 avec les Français) étaient des sociétés européennes. M. Solana a du reste rappelé, en répondant au discours du président du GICAT Jacques Texier, la nécessité que les gouvernements européens consacrent davantage à l'effort de défense commun, notamment sur le plan des moyens.

L'avant-veille, en inaugurant ce salon, Michèle Alliot-Marie, nouveau ministre de la Défense, avait d'ailleurs affirmé d'emblée l'attitude volontariste de la France dans la consolidation de l'industrie européenne de défense : « la coopération européenne ne se limite pas à l'interopérabilité de nos forces ou à l'utilisation plus efficace de nos budgets d'équipement. Elle doit permettre également l'émergence d'une industrie européenne de la défense, forte et autonome. Elle est garante de notre capacité à exister sur le plan international ».

Emile Blanc et Yves Sillard ont eu l'occasion, lors du déjeuner en l'honneur de Javier Solana, d'évoquer devant lui nos travaux d'EuroDefense sur le sujet. Celui-ci a accepté qu'ils viennent à Bruxelles lui en parler en détail.

Berselli : pour une agence européenne de l'armement !

Une « Agence européenne des armements est souhaitée par nous tous pour réaliser cette intégration nécessaire dans le secteur militaro-industriel de la défense qui représente un élément déterminant et porteur de l'Europe unie ».

C'est en ces termes qu'est intervenu le secrétaire italien à la défense, Filippo Berselli, à la 48^e session de l'Assemblée de l'UEO début juin. La constitution d'une telle agence reste liée à la maturation des « conditions politiques nécessaires », à savoir « la croissance de la politique européenne de sécurité et de défense, dont le processus d'évolution pourrait justement laisser entrevoir la naissance d'une organisation européenne des armements future et centralisée ».

L'UEO est-elle même, a-t-il dit, « caractérisée par une phase d'évolution articulée qui voit se multiplier les initiatives visant à stimuler la coopération dans le secteur des armements, à travers le WEAG (Western European Armament Group) ».

Ce processus apparaît incontournable. « Les événements du 11 septembre font rebondir les problématiques liées à la sécurité en tête des priorités des gouvernements occidentaux ». Ceux-ci ont dû « réexaminer leurs propres capacités de défense. Dans ce contexte, il faut aussi adapter les initiatives multinationales qui à divers titres concernent la coopération dans le secteur des armements en Europe ».

Le WEAG doit aussi revoir ses objectifs, ses fonctions et ses structures pour fournir une contribution adaptée aux nouvelles exigences de sécurité dans le domaine de la coopération des armements », a conclu le ministre italien, « tout en restant le seul organisme et point de référence névralgique pour favoriser la plus large participation et coopération possible entre tous les pays membres de l'UE et de l'OTAN ».

ED France à Madrid

Notre camarade Claude Dehouck a représenté **ED France** au colloque organisé le 12 juin à Madrid sur 'les capacités de défense dans le cadre de l'UE, la réponse de l'industrie de défense et des systèmes de financement'. Voici son compte-rendu :

Organisé par le ministère de la défense dans le cadre de la présidence espagnole de l'UE, avec le concours d'**EuroDefense Espagne** et d'AFARMADÉ, ce colloque avait pour but d'établir un dialogue entre les ministères de la défense des Quinze, le Comité militaire de l'UE et l'industrie européenne d'armement. La journée a été ouverte par le ministre de la défense, qui a souhaité qu'elle soit reprise par chaque pays prenant la présidence de l'UE. Elle a rassemblé plus de 300 personnalités de 12 pays de l'UE (aucun Danois, ni Irlandais, ni Luxembourgeois). Les Français étaient nombreux : représentants du ministère de la défense, industriels (Alstom, Ariespace, EADS, Eurocopter, GIAT, Thalès, Turbomeca), GIFAS et d' **ED France**.

— La première partie portait sur les capacités de défense dans le cadre de l'Union, les intervenants s'accordant sur la nécessité d'avoir 'plus d'Europe' pour asseoir les efforts de défense. Le Britannique Simon Webb, du MoD, a notamment cité une liste de 40 insuffisances (shortfalls) dont 25 prioritaires avec les actions à mener, le pays pilote et les pays concernés.

— La deuxième partie portait sur 'la réponse de l'industrie de défense européenne', avec une intervention du président de l'EDIG Corrado Antonini et du président d'AFARMADÉ, Humberto Figuerola. Elle a conclu à la nécessité d'intégrer l'industrie européenne dans le cadre d'une planification commune, sans exclure la coopération internationale et atlantique.

— La troisième partie était consacrée au financement de la défense. Au-delà du débat sur le pourcentage du PNB consacré à la défense, approche jugée peu réaliste, les intervenants se sont accordés sur la nécessité de budgets mieux harmonisés, et d'acquisitions communes pour renforcer les capacités européennes.

Sans être novateur sur ses conclusions, ce colloque a été intéressant et c'est un succès pour **ED Espagne** d'avoir participé à son organisation. La présentation de l'étude d' **ED France** sur la comparaison des budgets de défense aurait été opportune – si le document avait été prêt – et illustre la légitimité de nos réflexions. Un dîner a réuni les représentants des **ED Espagne, France** et **Italie** (l'ambassadeur G. Bertinotto) et permis un approfondissement de nos échanges sur le projet de Charte commune des **EuroDefense** et a abouti à une meilleure compréhension réciproque, avant notre prochain colloque annuel **EuroDefense** à Lisbonne en septembre. Ce sera d'autant plus nécessaire qu'il s'agit que toutes nos associations convergent sur des propositions à la Convention.

La vie des EuroDefense

EuroDefense Portugal, qui assure cette année la présidence des associations, a adressé aux autres associations la version de synthèse réalisée avec *ED France* d'un « protocole » destiné à mieux organiser le fonctionnement collectif du réseau de nos associations, avec notamment la constitution d'un conseil des présidents des associations, ainsi qu'une présidence tournante s'appuyant sur un secrétariat permanent. L'ambition est évidemment de viser une association de statut européen, pour mieux fédérer notre action collective, surtout au moment où l'Union européenne réfléchit sur l'avenir de ses propres structures. Nous ferons ici le point des débats entre tous les *EuroDefense* et vous informerons de l'avancement du projet, qui doit aboutir à des positions et des outils communs (bulletin, publications, site Internet, annuaire européen, etc), ainsi qu'à organiser de façon plus structurée les activités communes (colloque annuel, conférences-débats, manifestations).

Convention pour l'avenir de l'Europe

Le Président Emile Blanc a adressé le 22 mars une lettre à Valéry Giscard d'Estaing, Président de la Convention pour l'Avenir de l'Europe, afin de lui présenter la candidature d' *EuroDefense* au Forum ouvert aux organisations représentant la société civile.

Sur la proposition d' *ED France*, un premier document approuvé par les associations *EuroDefense* mandatées à cet effet a donc été adressé en mai 2002. Un document complémentaire en cinq parties, reposant en particulier sur les observations du général Michel Fennebresque, est en préparation : les 3 premières à la diligence de la Commission de Politique générale présidée par Guy Petibon, les 2 dernières à celle de la Commission Stratégies et Moyens présidée par l'Amiral Gilles Combarieu. Le projet sera bien entendu présenté aux associations sœur à Lisbonne. Les cinq chapitres sont :

- 1/ Lutte contre le terrorisme international,
- 2/ rendre possible la constitution d'une « avant-garde »,
- 3/ Accroître la solidarité par convergence des partenariats,
- 4/ Les ambitions de l'Europe dans le domaine de la Défense
- 5/ Recommandations.

EuroDefense chez les Réservistes Européens

L'IGA Crémieux représentera *EuroDefense France* au Congrès International des Officiers de réserve (CIOR) qui se tient à Strasbourg du 23 au 27 juillet. Il interviendra le 23 sur le thème de la politique industrielle d'armement, devant 1.200 congressistes venus des pays de l'OTAN, d'Europe centrale et orientale ainsi que d'Afrique.

Commissions

– **La Commission Stratégie et Moyens.** Cette commission, présidée par l'amiral **Gilles Combarieu**, a été créée pour suivre l'actualité de l'Europe de la défense en étudiant et en présentant une synthèse des documents importants de l'Union Européenne, à publier dans ce bulletin. Des études seront conduites sur les institutions et les moyens dont doit être dotée l'UE pour mettre en place une 'politique de défense commune' comme l'envisage le Traité de Maastricht. Les membres de l'association désirant faire partie de cette commission sont priés de contacter Gilles Combarieu (Tel 01 53 67 24 89 ; e-mail : gcombarieu@assembly.weu.int)

– **Commission Industrie :** le texte coordonné par Yves Sillard, 'Vers une coopération européenne d'armement renforcée' a déjà suscité les commentaires pertinents d' *ED Portugal*, qui seront intégrés avec ceux des autres associations avant que le document soit finalisé par la commission et rendu public. Par ailleurs **François Gayet** a accepté de prendre la présidence de cette commission, lors de sa réunion à EuroSatory, et a invité la commission à se réunir au siège de Thalès, lors d'un petit-déjeuner de travail le 11 juin. francois.gayet@thalesgroup.com

– **Notre vice-Président, Guy Petibon**, a été promu Commandeur dans l'Ordre national du Mérite, le 1^{er} Mai dernier. Toutes nos félicitations !

Le colloque des jeunes à Saint-Cyr

EuroDefense France accueille, du 17 au 21 juillet à Saint-Cyr l'Ecole, une centaine de jeunes européens des différents pays de l'Union avec l'objectif d'une meilleure compréhension mutuelle de la perception de l'Europe de la défense. Après l'inauguration par les présidents des *EuroDefense* qui ont pu se libérer, une série d'auditions et de témoignages ont ouvert les discussions, notamment celles de l'ambassadeur François Scheer, de Jean-François Daguzan (FRS) et de l'ambassadeur du Portugal Antonio Monteiro, de l'ancien Premier ministre Michel Rocard, du général Bachelet, de Daniel Argenson (DGA), de Denis Verret (EADS), de Jean-Dominique Giuliani (Fondation Robert Schuman), avec une restitution des travaux et une conclusion, au palais du Luxembourg, du sénateur ancien ministre Jacques Legendre. Des débats libres et sans a priori, où les jeunes étaient invités à exprimer leurs préoccupations et leurs idées, aussi novatrices que possible... Une manœuvre rondement menée par le général François Bresson et Juliette Rouilloux et tous leurs camarades de la commission Activités-Manifestations d' *EuroDefense-France* et de l'*ANAJ* !
Un grand merci à tous et toutes nos félicitations.